REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DECRET N°79-12 du 24 Janvier 1979

portant création d'une commission
d'enquête à l'Office Béninois des
Manutentions Portuaires (OBEMAP).

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, CHEF DU GOUVERNEMENT,

- VU l'ordonnance N°77-32 du 9 Septembre 1977 portant promulgation de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin ;
VU le décret N°76-26 du 30 Janvier 1976 portant formation du Gouvernement et le décret N°78-173 du 6 Juillet 1978 qui l'a modifié ;
VU le décret N°76-46 du 19 Février 1976 déterminant les Services rattachés à la Présidence de la République et fixant les attributions des Membres du Gouvernement modifié par le décret N°78-174 du 6 Juillet 1978,

DECRETE :

ARTICLE 1er - Il est créé une commission chargée d'entendre le Ministre des Transports et la Direction Générale de l'Office Béninois des Manutentions Portuaires (O B E M A P) sur les différends qui les opposent.

ARTICLE 2 - La composition de la commission est la suivante :

Président : Camarade OGOUMA Iffèdé Simon,

Vice-Président : Camarade BIAOU Adolphe,

1er Rapporteur : Camarade AHIVODJI Désiré,

2ème Rapporteur : Camarade ATTLOU Sévérin,

Membres : Camarades - YAKOUBOU Assouma,
- AGUENOU Benoît,
- CAPO-CHICHI Arsène et
- OUASSA Albert.

ARTICLE 3 - La commission devra entendre le Ministre des Transports, le Directeur Général et le Directeur Général Adjoint de l'Office Béninois des Manutentions Portuaires (OBEMAP) sur tout ce qui les oppose, situer objectivement les responsabilités pour chacun des différends évoqués et proposer au Président de la République les mesures qui s'imposent.

.../...

ARTICLE 4 - Les conclusions et propositions de la commission doivent être déposées au Cabinet du Chef de l'Etat dès la fin de l'enquête.

ARTICLE 5 - Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.-

Fait à COTONOU, le 24 Janvier 1979

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Chef du Gouvernement.

Mathieu KERÉKOU

Ampliations : PR 4 CC du PRPB 2 Président et Membres de
la Commission 10 SGG 4.